

SAHARA

40 ans de tension

(1^{re} partie)

Par Mostefa Zeghlache

Les mois de mars et avril 2016 constituent, pour ce qui est communément appelé la question sahraouie, une étape particulière dans le développement du dossier de décolonisation, datant de 40 ans, du dernier territoire non autonome africain, selon la classification des Nations unies, le Sahara occidental.

En effet, c'est au début du mois de mars que le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a effectué une visite de travail dans la région, la première du genre, qui visait, selon le diplomate, à renforcer l'engagement et exprimer la volonté des Nations unies à s'impliquer davantage dans leur stratégie visant à régler cet épineux problème source de

MAP ajoute que le gouvernement «constate avec stupéfaction que le Secrétaire général a utilisé le terme "occupation" pour qualifier le recouvrement par le Maroc de son intégration territoriale...». Il y est ajouté que Ban Ki-moon a évité de parler de «la question des violations massives des droits de l'Homme dans les camps de Tindouf... et celle du détournement avéré, depuis quatre décennies, de l'aide humanitaire internationale destiné aux populations de ces camps»⁽²⁾.

Après avoir reproché au diplomate onusien d'avoir «insulté le peuple marocain», les autorités marocaines ont organisé, le 13 mars, une marche de protestation massive à Rabat contre le secrétaire

l'ONU, le Maroc n'a jamais été en bons termes, y compris lorsque cette institution lui était utile pour compliquer la tâche à l'Espagne coloniale et la pousser vers la porte de sortie. La tension avec le secrétaire général de l'ONU n'est qu'un élément de plus qui contrarie le Palais dans sa «stratégie» expansionniste dans la région qui date d'avant l'indépendance en mars 1956, avec le projet du Grand Maroc si cher à Allal El Fassi, l'ancien leader du parti de l'Istiqlal.

En tentant bon gré mal gré de faire valoir la légalité internationale sur l'aventurisme nationaliste pour régler une question pour laquelle existe la solution, l'ONU dérange les «plans» du pouvoir marocain qui mise sur la politique du fait accompli avec la complicité de puissances occidentales, à la tête desquelles se trouve la France et l'aide des monarchies arabes autoritaires. Mais après tant d'années de statu quo, on constate une réelle exaspération du Palais à Rabat.

Ce qui pousse les dirigeants marocains à agir impulsivement à des événements qui nécessitent plutôt de la sagesse et de la pondération. Le cas de la Minurso est, à ce titre, édifiant.

A la suite de la brouille avec le secrétaire général de l'ONU, et sur décision présentée comme «irrévocable», le Maroc a expulsé, le 20 mars, la composante civile (83 personnes, y compris 2 membres de l'Union africaine) de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental ou Minurso. Seule la composante militaire a été maintenue, mais le bureau de liaison militaire de Dakhla a été fermé. Rabat estimait que les «conditions de sa présence (Minurso) dans les provinces sahariennes ont totalement changé par rapport aux années 1990, quand elle était chargée de superviser l'opération d'identification des électeurs qui devaient participer au référendum»⁽⁴⁾.

Dans ce contexte, il faut rappeler que la Minurso est une mission de maintien de

ter, sachant pertinemment que les Nations unies n'auraient jamais entériné un précédent qui risquait, non seulement d'annihiler les efforts de règlement du conflit, mais surtout de faire tache d'huile quant au sort d'autres forces onusiennes de maintien de la paix, notamment en Afrique ?

En fait Rabat ne veut plus entendre parler de référendum d'autodétermination et encore moins d'indépendance, surtout depuis 2007, lorsque le projet marocain d'autonomie a vu le jour. Donc, l'appellation même de Mission pour le référendum est devenue intenable pour le régime marocain.

De son côté, le Polisario qui soutient la présence de la mission onusienne tente d'utiliser les pressions des pays amis, en tête l'Algérie, et la société civile, notamment européenne et américaine, pour mettre à nu les atteintes aux droits de l'Homme commises par les forces de sécurité marocaines à l'encontre des nationalistes sahraouis résidents des territoires occupés afin que l'ONU ajoute aux missions initiales de la Minurso celle de la supervision des droits de l'Homme. Eventualité dont ne veut à aucun prix Rabat qui a rejeté le plan de paix en juillet 2003, dit plan Baker II, pourtant accepté par le Front Polisario et l'Algérie.

Référendum, droits de l'Homme et tension avec le secrétaire général sont à l'origine de la décision impulsive de Rabat d'expulser des membres civils de la Minurso.

Cette décision sera critiquée et même rejetée tant par le rapport annuel du secrétaire général de l'ONU (S/2016/355) présenté le 19 avril 2016 au Conseil de sécurité, que par la résolution 2285 du 29 avril 2016 du Conseil de sécurité qui rétablit la Minurso dans la plénitude de ses missions, au grand dam de Rabat. Que dit en substance le rapport du secrétaire général de l'ONU ?

Les parties ont une interprétation diver-

tension permanente dans la région maghrébine, notamment pour les relations algéro-marocaines et qui préoccupe, parfois divise le continent africain, le monde arabe, voire la communauté internationale entière.

Contrairement à ce qu'il souhaitait, Ban Ki-moon a été empêché par les autorités marocaines de se rendre dans la partie du territoire sahraoui sous occupation marocaine et au Maroc où le roi Mohammed VI se trouvait, comme par hasard, en déplacement. Aussi, sa visite a-t-elle été circonscrite à la portion du territoire sous contrôle du Front Polisario, au camp des réfugiés sahraouis à Tindouf, en Algérie, du 5 au 7 mars et à Alger où il avait été reçu par le président algérien, le 6 mars 2016.

Lors de son déplacement à Tindouf, le secrétaire général de l'ONU a fait une déclaration faisant ressortir sa profonde désolation pour la situation «humanitaire dramatique» dans laquelle vivent les réfugiés et souligné que «les enfants qui sont nés au début de cette occupation ont désormais 40 ou 50 ans. Soit 40 ans d'une vie difficile...»⁽¹⁾

Occupation ! Le «blasphème» a été prononcé ! Et il n'en fallut pas davantage pour que le royaume du Maroc, de Sa Majesté au simple quidam en passant par la classe politique, toutes tendances confondues, pour crier au crime de lèse-majesté et traiter le secrétaire général de l'ONU de tous les mots et tous les maux.

Réagissant à cette déclaration, le gouvernement marocain a exprimé «ses vives protestations et dénoncé les dérapages verbaux du Secrétaire général». De même, il a considéré «ces propos inappropriés, politiquement inédits dans les annales de ses prédécesseurs et contraires aux résolutions du Conseil de sécurité». Le communiqué diffusé à l'occasion par l'agence officielle de presse

général de l'ONU.

Le Parlement, réuni en session extraordinaire, a entendu une communication-réquisitoire du chef du gouvernement, A. Benkirane.

La conviction des autorités marocaines est que le secrétaire général de l'ONU «s'est, malheureusement, laissé instrumentaliser pour donner crédit à des prétentions fallacieuses des autres parties», autrement dit le Polisario et l'Algérie.

Devant ce tohu-bohu médiatique marocain et sans se désavouer quant à son appréciation de la situation d'occupation du Sahara occidental, le secrétaire général de l'ONU a fait dire par son porte-parole qu'il regrettait que ses propos aient été mal interprétés. Mais pour Rabat, ces propos ne peuvent être assimilés à un simple malentendu. Ils constituent «un acte prémédité qui n'est ni justifiable ni effaçable»⁽³⁾.

Sans parti-pris aucun et en toute objectivité, Ban Ki-moon n'a commis aucun impair en parlant d'occupation et n'a pas outrepassé ses prérogatives pour la simple raison que le territoire sahraoui est inscrit sur la liste des territoires non autonomes par l'ONU depuis 1963 et que l'accord de Madrid, qui a permis l'occupation armée de ce territoire par le Maroc et la Mauritanie d'abord en 1975, puis depuis 1979, par le Maroc seul, n'a pas constitué un accord de passation de «pouvoir» avec l'Espagne, mais un simple transfert de gestion administrative. Le Maroc n'a pas la qualité de puissance administrante d'un territoire non autonome. Donc, et dans ce contexte, il ne peut s'agir que d'occupation étrangère.

En fait et depuis le départ des Espagnols en février 1976, le Maroc n'a cessé de comptabiliser les malentendus et les tensions tant avec l'Algérie qu'avec l'ONU, en sus des Sahraouis s'identifiant à la RASD et au Front Polisario. Avec

Pour sa part, la Russie a surpris le Maroc par son abstention. En effet, au mois de mars, le roi Mohammed VI avait effectué une visite officielle en Russie pour faire miroiter à ses dirigeants la possibilité de contrats commerciaux juteux contre un appui délibéré à sa thèse sur le conflit. Il n'en fut rien.

la paix des Nations unies dont le quartier général se trouve à Laâyoune, en territoire sous occupation marocaine. Elle a été créée le 29 avril 1991 par la résolution 690 du Conseil de sécurité. Son mandat se résume en la surveillance du cessez-le-feu, l'identification des électeurs sahraouis et principalement l'organisation du référendum.

Elle a été créée à la suite de l'accord du Maroc et du Polisario, le 30 août 1988, sur les propositions de règlement du conflit et l'approbation du Conseil de sécurité du plan de règlement. Si jusqu'à ce jour, le cessez-le-feu a été observé par les protagonistes, on ne peut en dire autant de l'organisation du référendum d'autodétermination qui n'a pas eu lieu.

Pourquoi les autorités marocaines ont-elles pris un pari que tout le monde savait perdu d'avance et qui pouvait les discréditer

gente du mandat de la Minurso.

Le Maroc considère que le Sahara occidental fait déjà partie du royaume et que seule son initiative d'autonomie est la base de négociations. Il demande que l'Algérie soit partie aux négociations. Le Front Polisario, au contraire, estime que le statut du Sahara occidental reste à déterminer à travers un référendum avec l'indépendance pour option.

Pour sa part, l'Algérie rappelle qu'elle n'a pas de prétentions territoriales ou économiques, qu'elle n'est pas partie au conflit, refuse la bi-latéralisation du conflit avec le Maroc et s'engage à respecter toute solution acceptée par le Polisario.

Le risque de rupture du cessez-le-feu et la reprise des hostilités avec la probabilité d'un conflit armé à grande échelle pourraient être favorisés par un départ forcé éventuel de la Minurso.